

Identités plurielles des expulsés allemands

Dr. Lionel Picard

Université de Bourgogne

Centre Interlangues Texte, Image, Langage, (EA 4182)

Résumé : *A partir de l'analyse d'un journal d'expulsés, cette communication se propose de cerner les identités multiples que développent les Allemands qui ont quitté les territoires de l'est après la Seconde Guerre mondiale. Partagés entre un territoire perdu et une nouvelle région d'habitation, les expulsés peinent à définir leur Heimat, c'est-à-dire l'endroit où ils se sentent chez eux. La confrontation de la mémoire et de l'histoire est un autre élément qui participe de la multiplication des facteurs constitutifs de leur identité. Cet article montre également comment ces identités changent avec le temps et l'évolution de la situation géopolitique européenne. Les réunions, locales ou de grande envergure, sont un autre élément qui permet de voir quelle(s) identité(s) les expulsés entretiennent, et dans quels buts ils soulignent une part de leur identité au détriment d'une autre.*

Mots-clés : *Allemagne, fuite et expulsion, identité, intégration.*

Introduction

La fin de la Seconde Guerre mondiale a été marquée pour les populations civiles allemandes qui vivaient à l'est de la ligne Oder-Neisse par la fuite et l'expulsion en direction de l'ouest. Les Accords de Potsdam de l'été 1945 ont entériné ces déplacements forcés de population. Les quelque 12 millions d'Allemands qui sont arrivés dans les zones d'occupation des Alliés ont soudain découvert que la définition de leur identité allait devenir un élément important de leur vie. Si, avant l'expulsion, la question de l'identité ne se posait pas avec une grande importance pour beaucoup d'entre eux (malgré la situation en Haute-Silésie), ces Allemands sont alors devenus des expulsés et l'éloignement définitif de leur région d'origine, leur *Heimat*, va leur donner une nouvelle identité.

Les conditions dans lesquelles les expulsés ont acquis ce nouveau statut rendent difficile son acceptation. Les populations, civiles pour la plupart, qui sont expulsées dans les premiers mois de l'après-guerre subissent un traumatisme lié à leur départ : pertes de biens matériels,

violences subies durant les rassemblements de population puis les transferts, souffrances liées aux conditions d'hygiène déplorables [Douglas, 2012 : 123-168]. Mais c'est à leur arrivée dans leur nouvel environnement que les expulsés vont prendre conscience qu'ils ont acquis un nouveau statut et que leur identité ne sera plus jamais la même.

Etre un expulsé ne constitue pas une strate qui se superposerait simplement à une ancienne. Cela modifie en profondeur l'identité des expulsés en la remettant en cause. On montrera dans un premier temps comment l'arrivée dans un nouveau territoire a fait prendre conscience aux expulsés qu'ils allaient devoir composer avec une nouvelle identité et quels éléments en sont constitutifs. Ensuite, l'analyse de l'organisation des expulsés au sein d'associations et des Eglises montrera comment les expulsés prennent en main leur destin et affirment leur identité nouvelle. Enfin, on montrera comment les expulsés ont souhaité être perçus à partir des années 1970 et quelles sont les faces de leur identité collective qu'ils affichent et quelles sont celles qu'ils rejettent.

1. L'arrivée dans un nouveau territoire

1) A leur arrivée à l'issue d'un périple long de plusieurs jours, plusieurs semaines parfois, les expulsés découvrent des territoires nouveaux. Alors qu'ils ont été expulsés du fait de leur nationalité allemande, les expulsés vont faire l'expérience amère d'un rejet de la part de la population autochtone. Ils ont beau être allemands, ils ne sont pas perçus comme tels. C'est tout un ensemble de traits distinctifs qui permet de les reconnaître comme nouveaux arrivants et d'en faire des étrangers. Venant de régions parfois très lointaines (Königsberg est située à plus de 1000 km de Stuttgart par exemple), les expulsés se rendent compte que leur nationalité allemande ne suffit pas à faire d'eux des Allemands comme ceux avec lesquels ils doivent vivre désormais. C'est tout d'abord la langue qui en fait des étrangers dans les régions où ils arrivent. En effet, bien que partageant la même langue que la population locale, les expulsés parlent souvent avec un accent qui les distingue inévitablement. De plus, la pratique de dialectes régionaux est très répandue, et les expulsés n'ont aucune connaissance du dialecte pratiqué dans leur nouvel environnement. Ils sont donc immédiatement identifiés comme nouveaux arrivants et ne peuvent espérer se fondre rapidement dans la population locale [Krauss, 2000].

L'église est un lieu de socialisation important, et les rencontres entre les expulsés et la population locale y sont nombreuses. Les expulsés viennent y chercher du réconfort et une aide sociale. Les différences de confession expliquent les antagonismes avec la population locale. Pourtant, même lorsque les expulsés ont la même confession que la majorité de la population dans laquelle ils vivent, ce sont souvent des pratiques et des traditions différentes qui les mettent à l'écart du reste de la population, gênée par des comportements inaccoutumés.

Enfin, la formation professionnelle des expulsés reflète en partie leur origine géographique. Nombre d'expulsés de Haute-Silésie sont d'anciens travailleurs de la mine. L'industrie très développée dans cette région nécessitait une main-d'œuvre en conséquence, et les expulsés de cette région travaillaient souvent dans ce secteur d'activités. Or, les expulsés sont répartis à travers les quatre zones d'occupation des Alliés en s'efforçant de ne pas créer de trop grands déséquilibres démographiques. Après un passage par des camps de transit, les expulsés sont envoyés là où on leur trouve une place. Il n'est pas rare que ce soit dans une région rurale où la demande de main-d'œuvre justifie leur placement. Là-bas, les seuls emplois disponibles sont dans l'agriculture où la formation professionnelle d'autrefois n'est d'aucun secours. Pour beaucoup d'expulsés, trouver un emploi répond à une nécessité de subsistance qui justifie de ne pas chercher de poste adapté à leur qualification. Le déclassement et le sentiment de redémarrer une vie tout en bas de l'échelle sociale est la conséquence de cette nécessité vitale.

Le constat de la différence a lieu immédiatement à leur arrivée dans leur nouvel environnement. Si les expulsés au moment de leur départ n'avaient pas encore conscience que leur déplacement forcé durerait et qu'il changerait leur vie, l'installation à l'ouest et la confrontation à l'altérité font naître chez eux le sentiment d'être différents. Le constat de cette différence marque leur identité et leur fait prendre conscience que désormais, ils sont des expulsés.

2) La prise de conscience d'une nouvelle identité est accélérée par le statut officiel d'expulsé que reçoivent les Allemands venus de l'est. Les autorités administratives mises en place par les Alliés donnent un statut d'expulsé qui sera prolongé par l'Etat ouest-allemand à partir de 1949. Ce statut permet aux expulsés de jouir d'un certain nombre de droits. Dans le contexte d'un après-guerre marqué par la pénurie de logements pour faire face à l'afflux d'expulsés, des camps de transit sont installés dans l'attente

d'un logement durable. Une priorité leur est accordée pour obtenir un logement. Et surtout, le statut d'expulsé donne droit à des prestations sociales réservées aux expulsés, notamment à la péréquation des charges, ce mécanisme visant à compenser une partie des pertes matérielles subies durant l'expulsion en faisant jouer la solidarité nationale. L'identité nouvelle des expulsés n'est donc pas seulement liée à un sentiment ou au regard que porte le reste de la population, elle est aussi la conséquence d'un statut conféré par l'administration.

Les autorités américaines d'occupation choisissent d'appeler les Allemands déplacés « expulsés » (« expellees » en anglais) pour bien mettre en avant le caractère définitif du déplacement et anéantir tout espoir de retour susceptible d'entretenir le revanchisme. Cette décision a été renforcée par le contexte de guerre froide naissante et la volonté de désigner les expulsés comme des victimes du bloc communiste [Stickler, 2004 : 9-13]. Le terme « expulsés » qui s'impose alors correspond en tous points à l'image que les expulsés veulent donner d'eux-mêmes en choisissant ce même terme pour le nom donné aux premières associations représentatives. Les institutions officielles et dispositifs législatifs du début des années 1950 achèvent de rendre le terme incontournable et d'un usage courant pour désigner toute personne venue de l'est à la fin de la guerre, sans considération pour les cas individuels et les différences de destin.

3) Les avantages qui sont accordés aux expulsés en raison de leur statut administratif ne sont pas acceptés par l'ensemble de la population. Les expulsés ont quasiment tout perdu durant leur expulsion, et il n'est pas rare de les entendre dire qu'ils ont souffert plus que les autres de la guerre et de ses suites, mais le reste de la population allemande n'a pas le sentiment d'avoir été préservé des tourments de la guerre. Les bombardements et les dégâts considérables dans les grandes villes du pays ont privé des millions de gens de leur logement. L'accès prioritaire réservé aux expulsés suscite des jalousies et des rancœurs. Les situations de crispation et de tension entre la population locale et les expulsés vont jusqu'à provoquer l'intervention de la police lorsque des familles contraintes de partager leur logement avec des expulsés refusent de les accueillir [Kossert, 2008 : 54]. Des Allemands venus de l'est et expulsés par des Polonais parce qu'ils étaient allemands sont insultés et traités de « polacks » par des Allemands. Leur identité nationale qui est à l'origine du drame de leur vie est mise en cause dans la région qui doit devenir leur nouveau lieu de vie. Il n'est alors pas surprenant que l'identité devienne la

cause de souffrances psychologiques : la nationalité a provoqué un drame et on associe les victimes de ce drame à ceux qui l'ont provoqué. Le rejet ne se borne pas à la mise en cause de la nationalité. Il arrive aussi que la population locale s'interroge sur les motifs réels de l'expulsion de ces Allemands. Procédant d'un raccourci trop vite établi, les expulsés sont vus comme des nazis qui paieraient pour leurs crimes et subiraient une peine bien méritée. Ils deviennent alors aux yeux de la population locale les responsables de la guerre et de ses conséquences désastreuses. C'est ce qui explique que leur arrivée soit mal supportée et que ces gens soient rejetés.

4) Les conditions d'hébergement dans les camps de transit participent à la prise de conscience des expulsés de leur identité nouvelle. Ils arrivent par milliers dans des convois ferroviaires incessants et leur nombre dépasse largement les capacités d'accueil des régions dévastées par la guerre. Les camps de transit sont un point de passage obligé. Durant ce temps qui peut durer des semaines, voire des mois, les expulsés réalisent que leur destin personnel se confond avec celui de milliers d'autres personnes. C'est sans doute à ce moment-là que naît le sentiment d'appartenance à un groupe distinct au sein de la population allemande. Malgré les efforts des Alliés pour éviter de créer des foyers de contestation ou de revanchisme, les expulsés sont souvent logés ensemble dans des quartiers à la périphérie des villes, là où il est aisé de construire de nombreux nouveaux logements. Il existe des cas de villes qui ont été entièrement construites pour les expulsés. Ces situations renforcent le sentiment des expulsés d'appartenir désormais à une nouvelle communauté. L'identité liée au lieu de résidence est renforcée alors par le fait d'appartenir à une communauté de destin. Les autres habitants du quartier ne sont pas seulement de simples voisins, ils sont aussi ceux avec lesquels les expulsés partagent l'expérience d'un événement marquant de leur vie.

2. L'organisation au sein d'associations

1) Avant même que les expulsés ne commencent à ressentir le besoin de se rassembler et de nouer des contacts, leur destin personnel est lié à celui de tout un groupe de population. L'événement même de l'expulsion se produit dans des conditions où les expulsés ne sont jamais seuls et partagent en permanence les événements avec des centaines ou des milliers d'autres Allemands : du rassemblement sur les places publiques ou les

gares, aux convois ferroviaires en passant par les baraquements des camps de transit à leur arrivée, les expulsés ont traversé les épreuves accompagnés par de nombreux compagnons d'infortune. Cette situation contribue à développer chez les expulsés ce sentiment si fort d'appartenance à un groupe.

La nécessité de se rassembler est apparue aux expulsés rapidement après leur arrivée à l'ouest. Elle est liée notamment à la décision des Alliés de répartir les expulsés sur l'ensemble du territoire allemand afin de favoriser l'intégration en évitant la constitution de ghettos. La réalité, liée aux nécessités de logement, a été différente, mais beaucoup d'expulsés se sont retrouvés coupés des gens avec lesquels ils vivaient jusqu'alors. La guerre avait déjà séparé des familles et coupé les relations personnelles, et l'expulsion a amplifié cette situation. Durant toute la période d'occupation par les Alliés, les expulsés n'ont pas eu le droit de créer d'associations. La crainte du revanchisme explique cette décision des Alliés. Les expulsés n'ont alors d'autre solution pour renouer le lien avec les parents et amis que de passer par l'Eglise qui offrent assistance et réconfort. C'est dans les églises que naissent les premiers rassemblements d'expulsés, tout d'abord avec une vocation sociale. Après la création de la RFA en 1949, l'interdiction des organisations d'expulsés est levée, et on voit se multiplier les associations. Le nombre et la diversité de ces associations reflètent les identités que développent les expulsés. En effet, les associations qui apparaissent au niveau local rassemblent généralement les expulsés quelle que soit leur région d'origine. Les organisations qui apparaissent à l'échelon national s'adressent plutôt aux expulsés originaires d'une région bien particulière de l'est. Cette répartition n'a toutefois rien de systématique, et les expulsés originaires d'une même région vivant à nouveau dans la même région se rassemblent volontiers au sein d'une association. Cette combinaison entre les associations locales ou régionales, voire nationales, communes à tous les expulsés d'une part, et les associations d'expulsés à l'origine commune d'autre part, indiquent que les expulsés à l'intérieur même de leurs organisations ressentent le besoin de manifester leur attachement à deux régions : la région d'origine, la *Heimat*, et la région où ils vivent désormais.

L'expérience traumatisante crée une communauté de destin qui regroupe les individus ayant une origine géographique commune. Cette origine se décline sur une échelle où chaque échelon peut donner prétexte à la création d'une association. On peut montrer cette hiérarchie en prenant l'exemple d'un Allemand expulsé du village de Bożków (Eckersdorf en

allemand). En partant du niveau le plus élevé pour aller au plus bas, le rassemblement le plus large sera celui de tous les expulsés, puis celui des Silésiens, suivi par celui des habitants du Comté de Glatz et enfin celui des expulsés du village de Bożków. Le dynamisme des associations et leur longévité dépendent de plusieurs facteurs : ils sont liés à la personnalité de leurs dirigeants et se maintiennent davantage lorsque leurs membres vivent dans une même nouvelle région.

Les associations se sont rapidement interrogées sur la nécessité d'un rassemblement commun à tous. Si les discussions ont duré des années avant d'aboutir, c'est entre autres parce que les particularismes régionaux sont très forts, et que renoncer à l'existence de leur association propre apparaissait à nombre d'expulsés comme une négation de l'identité de leur groupe régional. Diluer son identité d'habitant du Comté de Glatz ou de Silésien pour n'être plus qu'un expulsé parmi des millions d'autres, voilà qui dépassait de loin ce que les expulsés attendaient dans les années 1950, alors que l'espoir d'un retour dans la terre natale pouvait encore exister. S'unir et rassembler des forces communes afin de peser dans les décisions politiques et de constituer un véritable lobby au service des revendications sociales ou politiques est un processus long de plusieurs années.

2) La publication de journaux destinés spécifiquement aux expulsés a lieu dans les premiers mois suivants l'expulsion. Pourtant, comme les associations d'expulsés, les publications sont frappées d'interdiction par les Alliés, également pour éviter le développement de voix supposées revanchistes. Là encore, ce sont les ecclésiastiques qui apportent leur soutien logistique et moral à ces entreprises et qui permettent aux journaux d'être édités en leur servant de prête-noms [Gaida, 1973]. Pour les expulsés, les journaux vont jouer un rôle considérable en leur apportant le réconfort dont ils ont besoin et en se mettant au service de leurs lecteurs. On peut établir un parallèle entre le développement des associations et celui des journaux. Le lectorat se compose selon un modèle identique à celui des associations : les journaux mettent en avant soit l'origine des expulsés, soit leur lieu de résidence actuel. Leur importance est liée au renforcement de l'identité des expulsés. Pour des gens qui subissent un exil et qui vivent loin de leurs racines, les journaux deviennent un lien entre le présent et le passé, entre ici et là-bas. Une rubrique bien particulière que l'on retrouve régulièrement constitue un des piliers de ces journaux. Il s'agit des « Nouvelles des familles » où sont signalés à l'attention des lecteurs, les anniversaires, les naissances et décès ou les mariages des anciens habitants

de la *Heimat*. Ainsi, chacun peut continuer à suivre les grands moments de la vie de la communauté d'autrefois. C'est en quelque sorte une « *Heimat virtuelle* » [Retterath, 2013 : 239] qui se développe dans ces journaux, permettant aux lecteurs de ne pas oublier la part de leur identité liée à leur origine géographique. Avec le temps, les journaux vont développer d'autres facettes de l'identité de leurs lecteurs, notamment liées à la dimension sociale, historique ou politique.

3) Les publications des expulsés, qu'elles soient liées directement à des associations ou qu'elles soient totalement indépendantes, ne peuvent ignorer les organisations qui réunissent les expulsés. Elles informent logiquement leurs lecteurs des rassemblements organisés près de chez eux ou au niveau national. Ces rencontres prennent des formes très variées selon qu'elles sont organisées par des groupes locaux ou par de grandes associations nationales, selon qu'elles ont une vocation avant tout culturelle ou bien politique, ou bien encore qu'elles visent à favoriser les retrouvailles et permettre l'évocation du passé. C'est à chaque fois un moment important pour l'identité des expulsés [Sauermaun, 2004 : 346]. Ces rencontres renforcent l'identité particulière des expulsés et les confortent dans la certitude qu'ils sont les membres d'une communauté de destin qui, seuls, pourraient comprendre les souffrances endurées par ceux qui la composent. Pour les rencontres organisées à l'échelon national, une dimension doit être prise en compte pour mieux saisir l'identité affichée par les expulsés : s'agissant de rencontres de grande ampleur (rassemblant dans les années 1950 et 1960 des dizaines de milliers de personnes), ces réunions de masse attirent l'attention des médias également. Les organisateurs de ces rassemblements géants sont porteurs d'un message politique qu'ils adressent tant à l'opinion publique qu'aux dirigeants du pays, et il importe selon eux de mettre en avant une image précise de leurs associations. Les participants s'y affichent volontiers comme des gens fidèles à leur passé, à leurs traditions et à leur identité régionale. Ces réunions sont tournées à la fois vers l'intérieur du groupe et vers l'extérieur, c'est-à-dire vers la société ouest-allemande dans son ensemble.

3. L'identité collective rejetée

Dans la population allemande, les expulsés sont associés à un certain nombre de préjugés particulièrement tenaces. Fondées sur les déclarations ou les prises de position politiques de membres éminents des

associations représentatives des expulsés, ces idées reçues sont souvent attribuées à l'ensemble des expulsés, quels que soient leurs opinions politiques ou leurs points de vue sur le passé. Il s'agit là des aspects de l'identité collective que beaucoup d'expulsés rejettent.

1) Les expulsés sont souvent assimilés dans les médias à des revanchistes aux revendications inappropriées. Durant les années 1950 et 1960, la volonté de retour dans les territoires perdus est forte, et elle soutenue ouvertement par l'ensemble de la classe politique. A la fin des années 1960, une nouvelle Ostpolitik est impulsée par les sociaux-démocrates, mais tous les expulsés n'acceptent pas ce tournant. Les leaders des grandes associations provinciales et de la Fédération nationale des expulsés, le BdV, manifestent avec virulence leur opposition à cette rupture dans la conduite de la diplomatie ouest-allemande. Les discours qui se font entendre apparaissent alors en décalage avec l'air du temps. Plus de vingt-cinq ans après la fin de la guerre, la majorité de la population considère que les territoires perdus ne reviendront pas dans les frontières allemandes, et que continuer de prétendre le contraire relève d'un acharnement suranné. Les manifestations organisées pour protester contre les traités de l'est qui scellent en grande partie le destin des territoires perdus donnent à entendre des slogans qui évoquent le revanchisme. Tandis que le gouvernement fédéral impulse un rapprochement avec les pays de l'est pour parvenir à une normalisation des relations diplomatiques, les réactions des expulsés qui se font soudain entendre avec force sont en décalage total avec les aspirations de l'ensemble de la population. Un retour des territoires est totalement illusoire, et les revendications territoriales sont assimilées à un dangereux passéisme. Dans le contexte de politique intérieure particulièrement tendu, les positions se radicalisent. Les porte-parole officiels des expulsés affichent des positions particulièrement offensives, et c'est à l'ensemble des expulsés que l'on prête ces positions extrêmes, alors que les expulsés sont loin de tous appartenir aux associations ou de se reconnaître dans les positions politiques défendues par les leaders des grandes organisations. Si l'attachement culturel ou sentimental à leur région d'origine est réel et toujours aussi vif chez la plupart des expulsés, l'engagement politique est en revanche bien moins clair. L'appartenance à des associations repose avant tout sur un attachement sentimental, et, dans une bien moindre mesure seulement, sur une adhésion idéologique. Les dirigeants des associations feignent d'ignorer cette dichotomie entre l'attachement culturel et le soutien politique.

2) Durant les années 1970, les expulsés sont parfois rapprochés de l'extrême droite. Cette situation ne surprend guère dans la mesure où les extrémistes de droite défendent l'idée de l'expansion territoriale de l'Allemagne. Les crises politiques provoquées par la nouvelle Ostpolitik conduisent à une radicalisation des propos et des positions, et l'extrême droite tente de se faire entendre en tenant un discours à même de rassembler les expulsés [Salzborn, 2001]. Malgré les diverses tentatives de s'adresser spécifiquement aux expulsés, l'extrême droite ne parvient pas à enregistrer des scores électoraux significatifs, car les expulsés ne cèdent pas à ses sirènes. Les slogans qui assimilent les expulsés à d'anciens nazis reposent plutôt sur le fait que d'anciens dirigeants du parti nazi se sont effectivement retrouvés dans les associations d'expulsés. Leur passé n'étant alors pas connu, ils ont pu défendre des idées basées sur le révisionnisme et le revanchisme, contribuant ainsi à discréditer les associations lorsque la vérité a éclaté sur leurs activités durant le nazisme [Schwartz, 2013]. Les services secrets est-allemands ont joué un rôle non négligeable dans le dévoilement des activités supposées revanchistes des associations d'expulsés, et ils ont permis de dévoiler la vérité sur certaines personnalités occupant des postes à responsabilité dans les associations.

3) Enfin, il y a une autre identité que beaucoup d'expulsés n'acceptent pas. Alors qu'ils ont quitté un territoire pour aller vivre dans un autre, ils refusent d'être considérés comme des migrants. Considérant qu'ils vivaient dans un territoire allemand qu'ils ont quitté pour se rendre dans un autre territoire allemand, ils refusent toute comparaison avec d'autres phénomènes migratoires. Pourtant, le contexte d'un déplacement de population de masse correspond bien à un phénomène migratoire, même exercé sous la contrainte. La recherche consacrée aux phénomènes migratoires prend en compte les expulsés de l'après-guerre [Bade, 1999]. On rejoint un des points sensibles de l'identité des expulsés. Leurs conditions d'arrivée et surtout d'accueil ont été difficiles, et beaucoup ont été vus comme des étrangers, que ce soit comme des Polonais, ou à tout le moins comme des gens qui n'ont rien à voir avec la région dans laquelle ils arrivent où ils ne sont pas les bienvenus. Or, l'évocation de phénomènes migratoires, et plus encore la comparaison entre les expulsés et des migrants, rappelle ces moments douloureux, ce qui explique en partie le refus du statut de migrant. A cela, s'ajoute aussi l'orientation politique de certains qui se manifeste dans les journaux où ce sont plutôt la xénophobie et le rejet des populations immigrées qui expliquent pourquoi l'assimilation

à des migrants est inacceptable. La composante politique de la question est incontournable : tandis que dans le camp conservateur, on insiste volontiers sur la nationalité allemande des expulsés et la solidarité nationale qui devrait conduire à les soutenir, les sociaux-démocrates établissent plutôt le parallèle avec les populations migrantes pour essayer de favoriser leur intégration en arguant du fait que les Allemands aussi ont été, pour nombre d'entre eux, des migrants qui ont connu les difficultés d'adaptation liées à ce statut.

4. L'identité collective affirmée

En contrepoint de l'identité collective que beaucoup d'expulsés refusent, se trouvent les caractéristiques dont ils se vantent. Il s'agit cette fois, non pas d'idées reçues venues de l'extérieur, mais plutôt de préjugés dont les expulsés eux-mêmes sont les auteurs.

1) Les expulsés insistent tout d'abord sur le sentiment d'appartenance à une même communauté qui les unit. La solidarité entre expulsés ne doit pas être un vain mot, et elle est mise en avant depuis leur arrivée à l'ouest. C'est l'élément essentiel qui a prévalu lors de la constitution des associations d'expulsés. Cette solidarité se manifeste dans l'aide que les expulsés s'apportent durant les premières années lorsqu'il s'agit encore de reconstituer les familles séparées par les affres de la guerre. Les journaux, notamment, sollicitent l'aide de la communauté, et collectent des renseignements pour retrouver la trace d'un parent disparu. Les renseignements donnés sur la législation et les aides sociales réservées aux expulsés contribuent également à faire vivre concrètement la solidarité en veillant à ce que tous les expulsés puissent être aidés. La solidarité prend une forme financière lorsque les journaux publient des publicités d'entreprises dirigées par des expulsés. De la part d'une entreprise, il s'agit d'une forme de solidarité, puisque la publicité contribue au financement et donc à la vie du journal, et de la part des lecteurs, privilégier les entreprises d'expulsés, comme le préconisent les journaux, revient à soutenir prioritairement les membres de sa communauté. La solidarité vaut également envers les membres de la minorité allemande restée de l'autre côté de la ligne Oder-Neisse durant la période communiste. Cette minorité qui subit l'oppression politique compte beaucoup sur le soutien matériel qu'elle reçoit de la part des expulsés qui vivent désormais à l'ouest. Les manifestations de solidarité à l'intérieur de la communauté des expulsés

renforcent les membres dans leur identité d'expulsés. Leur sentiment d'appartenance est plus important grâce à l'aide que chacun est susceptible d'apporter aux autres. La solidarité permet aussi de rompre l'isolement dans lequel pourraient s'enfermer ceux qui ont rencontré des difficultés d'adaptation puis d'intégration à leur nouvel environnement.

La solidarité est renforcée par le fait que beaucoup d'expulsés ont longtemps eu le sentiment d'être les mal-aimés de la RFA. Entre l'acceptation difficile par la population ouest-allemande à leur arrivée et l'abandon qu'ont ressenti certains lorsque les sociaux-démocrates ont changé le cap de la diplomatie en direction d'une ouverture à l'est, les expulsés cultivent volontiers ce sentiment d'abandon, voire de rejet. Leur statut de victimes de l'expulsion se double d'une seconde victimisation, ce qui justifie alors tous les appels à la solidarité, et à faire front commun contre un monde extérieur qui serait invariablement hostile ou qui refuserait de les comprendre. La presse des expulsés notamment cultive ce sentiment d'exclusion tout en prétendant sortir les expulsés de leur isolement. Tenant volontiers un discours victimaire, elle laisse les expulsés entretenir cette posture d'éternelles victimes en butte à tous les obstacles.

2) Les expulsés aiment à cultiver une image radicalement opposée à celle d'éternels revanchistes. Ils se présentent au contraire volontiers comme les pionniers de la réconciliation avec les anciens ennemis. Prenant le contre-pied des reproches qui leur sont adressés, ils affirment qu'ils ont renoncé à toute idée de revanche ou de vengeance dès 1950 (date de la publication de la Charte des expulsés) et qu'ils sont depuis des interlocuteurs privilégiés dans le dialogue interculturel. Cette affirmation s'appuie principalement sur leur grande connaissance des régions de l'est, mais aussi sur le fait que beaucoup d'expulsés ont effectué de nombreux voyages dans la *Heimat* à une époque où il s'agissait encore d'un périple peu aisé. A partir de 1970, les autorités communistes assouplissent les conditions d'entrée en Pologne notamment, et les expulsés sont les premiers à se rendre dans la région qu'ils ont quittée précipitamment près de trente ans plus tôt. Au cours de ces brefs séjours, les expulsés entrent en contact avec la population polonaise qui vit désormais dans ces territoires. Les rencontres sont rendues difficiles par la méfiance des Polonais et la crainte des autorités communistes qui surveillent ces voyages. Des expulsés retournent sur les lieux de leur enfance et font la connaissance des familles qui occupent désormais la maison dans laquelle ils ont grandi. Il arrive que les anciens et les nouveaux habitants entretiennent une correspondance,

voire même nouent une amitié. Le fait que les Polonais vivant à l'ouest de la Pologne soient eux-mêmes des expulsés de l'est rapproche les populations grâce au sentiment d'appartenir à une communauté de destin. Les expulsés allemands qui connaissent l'est et s'y rendent peuvent ainsi affirmer qu'ils sont les pionniers du rapprochement avec l'est car ils vivent sur le terrain la réconciliation que les dirigeants politiques ou religieux proclament à moindre frais. Les hommes politiques entretiennent cette idée reçue lorsqu'ils s'adressent directement aux expulsés. Qu'il s'agisse de rencontres nationales où des hommes politiques de premier plan viennent prononcer un discours à destination des expulsés ou dans les meetings de campagne électorale, il est fréquent d'entendre rappeler que les expulsés sont des ponts entre l'ouest et l'est, et qu'ils jouent un rôle de passeurs entre des pays qui se sont affrontés par le passé et qui désormais sont amis. Toutefois, le fait que la métaphore ne soit utilisée que face à des publics composés d'expulsés, limite considérablement la portée d'une telle affirmation. Elle flatte l'égo des auditeurs mais ne trouve pas d'écho au-delà de leurs rangs.

3) Les expulsés aiment à donner d'eux l'image de personnes chargées d'une mission particulière vis-à-vis de leurs ancêtres et de leurs descendants. Considérant qu'ils sont les derniers témoins d'une époque où des régions entières d'Europe de l'est étaient habitées majoritairement par des Allemands, ils se sont donné pour mission de témoigner de la richesse d'un passé révolu et de la contribution allemande à l'essor de ces régions. C'est souvent à travers l'invocation d'un devoir moral vis-à-vis de leurs parents et de toutes les générations qui les ont précédés que les expulsés justifient l'intérêt qu'ils continuent de porter à leur *Heimat* perdue [Frede, 2004 : 238]. Ainsi, les revendications territoriales semblent légitimées par de hautes valeurs morales telles que la tradition familiale, le respect dû aux ancêtres ou encore l'attachement à la nation. Poussant à l'extrême la fidélité à la patrie, certains expulsés justifient les revendications territoriales par le fait que les Allemands ont accompli une mission civilisatrice de tout premier ordre et qu'il convient de préserver ce patrimoine. Il s'agit là de la version extrême de la préservation des traditions et de la culture des régions allemandes situées à l'est. Mais pour la majorité des expulsés, c'est avant tout le souvenir et le respect de traditions, d'un folklore, d'une gastronomie et d'un dialecte qu'il convient d'entretenir. La notion de transmission est également au cœur de l'identité des expulsés. Ils se voient comme les passeurs d'un patrimoine entre les ancêtres et leurs

descendants. Les expulsés jouent un rôle-clé dans cette transmission puisqu'ils sont les derniers représentants des Allemands originaires de la *Heimat* perdue, et il leur revient de faire en sorte que les traditions culturelles ne disparaissent pas avec eux. Le devoir vis-à-vis du passé se double alors d'un engagement envers l'avenir.

Conclusion

Un groupe constitué de millions de personnes peut-il développer une identité unique ? Malgré des traits communs, il est impossible de dessiner le portrait-type d'un expulsé car les situations sont extrêmement variables d'un individu à l'autre. Pourtant, les facteurs communs constitutifs de l'identité ne manquent pas. C'est dans les conditions de constitution de la communauté des expulsés que l'on trouve les caractéristiques essentielles de ses membres. Le départ forcé d'un territoire, marqué par la violence et la séparation des familles, place d'emblée les expulsés dans un statut de victimes dont ils ne sortent pas et qu'ils entretiennent. Le rejet initial de la part de la population locale est à l'origine de la défiance qu'ils conçoivent vis-à-vis du reste de la population. L'intégration dans la société ouest-allemande se fait doucement, mais des décennies après leur arrivée, les expulsés continuent de cultiver le sentiment d'appartenance à une communauté de destin particulière. Le traumatisme subi lors de l'expulsion est si fort qu'il est vivant pendant encore une ou deux générations. Des chercheurs ont mis en évidence chez des descendants d'expulsés la persistance d'un sentiment d'infériorité et d'insécurité face à l'existence [Bode, 2011]. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que les expulsés aient cultivé à outrance l'attachement à une *Heimat* restée longtemps inaccessible et qu'ils en aient fait un paradis perdu. La tentation du repli sur soi, de se retirer du reste de la société pour vivre avant tout avec les membres de la communauté est réelle. La difficulté à assumer une identité collective peu représentative de la réalité témoigne du mal-être des expulsés et de leur identité instable. C'est dans l'affirmation d'une identité collective plus en accord avec leurs aspirations réelles que les expulsés tentent de surmonter leurs traumatismes et d'assumer pleinement leur histoire et leur place dans la société allemande.

Bibliographie

- Bade Klaus, *L'Europe en mouvement. La migration de la fin du XVIII siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 1999.
- Bode Sabine, *Die vergessene Generation. Die Kriegskinder brechen ihr Schweigen*, 3^oéd.,Munich, Piper, 2011.
- Douglas Ray M., „*Ordnungsgemäße Überführung*“. *Die Vertreibung der Deutschen nach dem Zweiten Weltkrieg*, Munich, Beck, 2012, 123-168.
- Frede Ulrike, „*Unvergessene Heimat*“ Schlesien. *Eine exemplarische Untersuchung des ostdeutschen Heimatbuches als Medium und Quelle spezifischer Erinnerungskultur*, (Schriftenreihe der Kommission für deutsche und osteuropäische Volkskunde in der Deutschen Gesellschaft für Volkskunde e.V., vol. 88), Marbourg, Elwert Verlag, 2004.
- Gaida Hans-Jürgen, *Die offiziellen Organe der ostdeutschen Landsmannschaften. Ein Beitrag zur Publizistik der Heimatvertriebenen in Deutschland*, Berlin, Duncker & Humblot, 1973.
- Kossert Andreas, *Kalte Heimat. Die Geschichte der deutschen Vertriebenen nach 1945*, Munich, Siedler, 2008.
- Krauss Marita, « Das „Wir“ und das „Ihr“. Ausgrenzung, Abgrenzung, Identitätsstiftung bei Einheimischen und Flüchtlingen nach 1945 », in Hoffmann Dierk, Krauss Marita, Schwartz Michael, (éds.), *Vertriebene in Deutschland: interdisziplinäre Ergebnisse und Forschungsperspektiven*, (Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, hors-série), Oldenbourg, Munich, 2000, p. 27-41.
- Retterath Hans-Werner, « Von „Sträselkucha“ und „SchläschenPauernhimmel“, Heimatgeschichten und -nachrichten. Zum Bestand schlesischer „Heimatbriefe“ im Johannes-Künzig-Institut, Freiburg », in Lasatowicz Maria Katarzyna, Rudolph Andrea (éds.), *Corpora und canones. Schlesien und andere Räume in Sprache, Literatur und Wissenschaft*, (Silesia. Schlesien im europäischen Bezugsfeld. Quellen und Forschungen, vol. 14),Berlin,trafo, 2013, p. 239.
- Salzborn Samuel, *Heimatrecht und Volkstumskampf. Außenpolitische Konzepte der Vertriebenenverbände und ihre praktische Umsetzung*, Hanovre, Offizin, 2001.
- Sauermann Dietmar, „*Fern doch treu!*“. *Lebenserinnerungen als Quellen zur Vertreibung und ihrer kulturellen Bewältigung, am Beispiel der Grafschaft Glatz*, (Schriftenreihe der Kommission für deutsche und osteuropäische Volkskunde in der Deutschen Gesellschaft für Volkskunde e.V., vol. 89), Marbourg, Elwert Verlag, 2004.
- Schwartz Michael, *Funktionäre mit Vergangenheit. Das Gründungspräsidium des Bundesverbandes der Vertriebenen und das „Dritte Reich“*, Munich, Oldenbourg, 2013.
- Stickler Matthias, „*Ostdeutsch heißt gesamtdeutsch*“. *Organisation, Selbstverständnis und heimatpolitische Zielsetzungen der deutschen Vertriebenenverbände 1949-1972* (Forschungen und Quellen zur Zeitgeschichte, vol. 46), Düsseldorf, Droste, 2004, p. 9-13.